

*même où ces ouvriers auraient fourni la matière employée ;* (Arrêt du 28 avril 1575. Déclaration de 1610 qui le défend expressément à peine de nullité;) ou de la vente faite par les laboureurs et vigneronns des produits de leur crû, d'animaux, etc.

§ 2. De la juridiction consulaire, suivant l'édit de 1673.

Par cet édit, titre XII, article 2, “ les juges-consuls connaîtront de tous billets de change faits entre négociants et marchands, ou dont ils devront la valeur, et entre *toutes personnes* pour lettres de change ou remise d'argent de place en place.”

Art. 3. “ Leur défendons néanmoins de connaître des billets de change entre particuliers autres que négociants et marchands, ou dont ils ne devront pas la valeur.”

Art. 4. “ Ils connaîtront des différends pour ventes faites par des *marchands, artisans et gens de métier* afin de revendre ou de travailler de leur profession, comme à tailleurs d'habits pour étoffes et autres fournitures, maçons, pour pierre, plâtre, charpentiers, menuisiers, pour bois et autres semblables.”

Art. 5. “ Connaîtront aussi des salaires, gages, pensions des commissionnaires, facteurs ou serviteurs des *marchands* pour le *fait du trafic* seulement.”

Art. 6. “ Ne pourront connaître des contestations pour nourriture, entretien et ameublement *même entre marchands*, si ce n'est qu'ils en fassent profession.”

Art. 7. “ Connaîtront des différends à cause des assurances, grosses aventures, promesses, obligations et contrats concernant le commerce de la mer, le frêt et le naulage des vaisseaux.”

Art. 8. “ Connaîtront aussi du commerce fait pendant les foires tenues es lieux de leur établissement, si l'attribution n'en est faite aux juges conservateurs du privilège des foires.”

Art. 10. “ Les gens d'église, gentilshommes, bourgeois, laboureurs, vigneronns et autres, pourront faire assigner pour ventes de blés, vins, bestiaux et autres denrées pro-cédant *de leur crû*, ou pardevant les juges ordinaires ou